

### Actualités

<b>Reporting.</b> PPR étend son compte de résultat environnemental	2
<b>Coopération.</b> Gates encourage les BRICS	3
<b>Public.</b> Couverture santé contre bénévolat?	3

### Décryptages

<b>Dossier Économie de l'impact</b>	4-6
<b>Interview de Maximilian Martin,</b> "père" du concept d' "économie de l'impact". Retour sur l'émergence de cette économie de la grande convergence et sur sa dernière recherche en date.	

### Tendances

<b>Venture Philanthropy.</b> Le marché européen passe le cap symbolique du milliard d'euros	7
<b>Microfinance.</b> Entre prudence et évaluation, en route vers l'ère de la certification?	7

# -4

C'est la note (sur 100) glaciale obtenue par **Adidas** pour sa politique de responsabilité sociétale (RSE) en

Chine selon le CSR Blue Book annuel publié par l'Académie des Sciences Sociales de Chine (CCAS). Juste au dessus, en queue de peloton, près de 26 entreprises scorent le zéro absolu (parmi elles Daimler, Chrysler ou Coca-Cola), tandis que le haut du classement est tenu par des **entreprises d'État**. Ce rapport se penche chaque année sur le Top 100 de chaque catégorie d'entreprises chinoises – publiques, privées et étrangères – et les évalue sur 100 points. Les quatre axes de focus de l'étude sont la corruption, le contrôle qualité, la protection de l'environnement et la philanthropie. Pas de grandes nouveautés pour cette édition 2011, dont les principaux enseignements sont : un **score moyen dramatique** de 19,7/100 (31,7 pour le groupe des entreprises d'État ; 13,3 pour les entreprises chinoises privées et 12,6 pour les entreprises étrangères). L'industrie électrique serait la seule à avoir une action probante, le reste des secteurs ayant une attitude de **"touriste"**. Les entreprises européennes, américaines et japonaises s'en tireraient toutefois globalement mieux que certaines de leurs camarades asiatiques (Taïwan, Corée...). Difficile d'analyser plus en profondeur le rapport, qui n'est disponible qu'en Chinois. À noter toutefois que cette recherche a été **plusieurs fois critiquée**, aujourd'hui comme par le passé, pour sa méthodologie se fondant sur le déclaratif des entreprises (rapports RSE...), contrebalancé par les articles négatifs publiés dans les médias locaux. D'où une note négative pour Adidas...

## Édito ■ "Venture Philanthropy" : décollage réussi

**Bien avant les dirigeants politiques européens**, les acteurs du monde associatif et de l'économie sociale ont embrassé les principes de **saine gestion et de rigueur budgétaire**. Grâce à l'apport de la *Venture Philanthropy* (VP), un nombre croissant d'ONG et d'entreprises sociales se sont structurées, leurs stratégies se sont affinées, et leurs organes de gestion se sont renforcés.

À l'occasion de la 7<sup>e</sup> conférence annuelle de l'**European Venture Philanthropy Association (EVPA)** qui se tenait la semaine dernière, les premières statistiques sur la VP en Europe ont été présentées. Quasi-inconnue en Europe il y a cinq ans, la VP s'impose comme un outil majeur dans la palette philanthropique dépassant pour la première fois le cap symbolique de **1 milliard d'euros** investis dans des ONG et des entreprises sociales, principalement jeunes ou en croissance (voir synthèse de l'étude page 7).

**Au-delà de l'argent, la VP apporte aussi des conseils** et s'est imposée comme un véritable partenaire pour les acteurs sociaux. Pour près de 60 % des bénéficiaires de VP, le support et les conseils reçus sont même **plus importants que l'argent** en lui-même. Le partenariat ainsi créé est réel, il s'inscrit dans la durée et innove financièrement par un **mix de dons, de prêts, et d'investissement** en capital et quasi-capital.

**L'écosystème de la VP s'étend et se renforce.** À l'initiative de Michel Barnier, la Commission Européenne a lancé plusieurs projets en faveur de l'entrepreneuriat social tels un **"fond de fonds"** de près de 100 millions d'euros ou le nouveau statut de "fondation européenne". Outre-Manche, le lancement réussi des **Social Impact Bonds (SIB)** est très prometteur. De son côté, **la France n'est pas en reste** avec le lancement de la remarquable Fondation AlphaOmega et les initiatives du Crédit Coopératif ou du club de développement durable de l'Association Française des Investisseurs en Capital (AFIC).

**La phase d'envol est l'une des plus dangereuses.** Le décollage réussi de la VP est encourageant mais ne donne aucun droit à l'arrogance... au risque "d'exploser en vol". Ainsi, nous avons encore certains **écueils** à éviter. Les relations entre investisseurs et "venture philanthropes" doivent être claires : l'objectif prioritaire de la VP est **l'impact sociétal**, la rentabilité financière peut exister mais avec des objectifs réalistes. Les attentes des dirigeants d'ONG et des entrepreneurs sociaux doivent être, elles aussi, **réalistes** : la VP n'est pas une potion magique, ce n'est qu'un outil.

**Pour cadrer ce réalisme, l'EVPA vient de publier des recommandations** pour la bonne pratique de la VP. Ces "guidelines" touchent des sujets aussi fondamentaux que la **transparence, l'éthique** ou le **respect mutuel** et s'imposent aux membres de l'EVPA. C'est en travaillant ensemble, dans ces conditions, que nous progresserons. Afin que chaque euro investi dans les causes sociétales permette à tout un monde de voler un peu plus loin.



Serge Raicher  
Co-fondateur et Président depuis 2008 de l'EVPA

## Reporting ■ Après les résultats de Puma, PPR étend son compte de résultat environnemental

Double annonce pour PPR dans le cadre de PPR HOME, stratégie durable du groupe: alors que Puma dévoile les résultats finaux de son premier compte de résultat environnemental (CRE), le groupe s'engage désormais à étendre la pratique à **toutes ses marques Luxe et Sport & Lifestyle d'ici 2015**. Ces CRE intégreront la **monétisation** des impacts environnementaux des activités opérationnelles et des chaînes d'approvisionnement de chaque marque. Ils serviront à établir un **CRE groupe**.

Cette initiative **unique** a été menée en pilote sur Puma. Après avoir annoncé des premiers résultats au printemps (évaluation à 94 millions d'euros des émissions de CO2 et de la consommation d'eau), la marque au félin estime finalement à **145 millions d'euros** l'ensemble de ses impacts environnementaux pour 2010.

Les 51 millions supplémentaires sont liés à l'utilisation des sols, à la pollution atmosphérique et aux déchets. Selon l'entreprise, la **chaîne d'approvisionnement** de Puma est responsable de **94 %** de l'impact environnemental total (9 % pour les fournisseurs de rang 1 ; 85 % pour ceux de rang 2 à 4). Plus de la moitié est liée à la production des matières premières (bovins pour le cuir, coton, caoutchouc...) soit des fournisseurs de rang 4. Les activités **opérationnelles directes** de l'entreprise ne génèrent ainsi que 6 % de ses impacts environnementaux. "Ces coûts n'affectent pas le bénéfice net de Puma, précise le communiqué de PPR. Ils serviront de mesure de référence pour tendre vers la réduction des impacts". Selon les annonces faites précédemment, ce CRE devrait à terme évoluer vers un "CRES", monétisant également les **impacts sociaux**.

## Crowdfunding ■ Starbucks s'attaque à l'emploi

Créer de l'emploi est une "urgence nationale" selon le patron de la chaîne de cafés Starbucks. Il a donc décidé d'associer son enseigne avec un groupement de **banques locales et d'institutions de crédit communautaires** pour lancer le programme "Create Jobs for USA". Inaugurée le 1<sup>er</sup> novembre, l'initiative collecte des fonds dans les 7000 Starbucks aux USA et sur un site web dédié. Clients, employés et internautes sont invités à donner 5 dollars, avec **un effet de levier**: Opportunity Finance Network (OFN), réseau financier partenaire, apporte 30 dollars pour chaque don de 5 dollars. Starbucks a amorcé le programme d'un don de **5 millions de dollars**. Côté emploi, chaque tranche de 3000 dollars collectée ouvre un crédit d'environ 21 000 dollars à une PME ou micro-entreprise, une organisation non-profit ou un promoteur immobilier local afin de lui permettre d'embaucher. Quinze jours après le lancement de l'opération, l'OFN annonçait déjà avoir récolté **1 million de dollars** via 200 000 donateurs. "Logique marketing bien huilée et patriotisme ont dû jouer: chaque don est récompensé d'un bracelet aux couleurs de la nation, marqué "indivisible" et fabriqué à la main aux USA..."

## Carbone ■ L'Australie franchit le "cap and trade"

L'Australie, **premier émetteur de gaz à effet de serre (GES)** par habitant au monde, rejoint la liste des pays ayant un **marché carbone** ("cap and trade" pour "limitation" et "échange") via une loi adoptée par le Sénat le 8 novembre. Première étape, dès juillet 2012: la mise en place d'une **taxe carbone** (25 dollars la tonne, 500 entreprises, les plus polluées devraient être concernées) avant un marché des crédits carbone en 2015. Ces mesures doivent permettre au pays de réduire sa dépendance au charbon et de faire baisser, d'ici 2050, ses émissions de GES de 80 % vs l'an 2000. La loi instaure aussi un **fonds de 10 milliards de dollars**, finançant – à parts égales – des initiatives innovantes pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Une série d'incitations fiscales pour les particuliers sera également déployée. Selon le gouvernement, ce plan devrait permettre la création de **1,6 million d'emplois verts d'ici 2020**.

**Impact investing** ■ La filiale anglaise de la **Deutsche Bank** lance un fonds de **10 millions** de livres sterling pour financer des associations et entreprises sociales anglaises. L'argent sera investi via des intermédiaires spécialisés sur des projets qui "génèrent à la fois un impact social positif et un retour financier". L'objectif financier de l'investissement est le **point d'équilibre** et non le profit, précise la banque. Investi sur 3 ans, l'argent sera remboursé sur 10 ans, selon une logique similaire à celle de la Big Society Bank dont le lancement est prévu en 2012.

**80 millions.** C'est le nombre de **bouteilles plastiques** que produira **Coca-Cola** grâce au recyclage de 20 % des déchets générés par les futurs J.O. de Londres. Coca-Cola annonce ainsi son intention de s'appuyer sur l'événement pour atteindre ses propres objectifs environnementaux. L'engagement, rendu possible grâce à un accord avec **Sita UK** (lui-même partenaire des J.O.), permettra à la firme d'atteindre son ambition de 25 % de plastique PET recyclé dans tous ses emballages britanniques en 2012.

**Chimie** ■ La ministre de l'Écologie Nathalie Kosciusko-Morizet a inauguré à Shanghai une unité de **recherche sur la chimie verte**, co-fondée par Rhodia avec le CNRS, l'East China Normal University et l'ENS Lyon. Le but de ce laboratoire, qui regroupera des chercheurs et des étudiants chinois et étrangers est selon Rhodia de concevoir "des produits et procédés éco-efficaces capables de réduire la **dépendance au pétrole**". Les émissions de CO2 de la Chine ont bondi de 10 % en 2010, selon les derniers chiffres de l'agence américaine CDIAC.

**BoP** ■ Après le télé-enseignement, **Cisco** se lance dans la **télé-médecine**. La firme américaine expérimente dans deux États indiens un système de consultation à distance. Les patients, venant dans les **dispensaires** situés dans les campagnes, pourront effectuer des consultations vidéo avec des médecins spécialisés situés dans les grandes villes. Presque 70 % de la population indienne vit dans les campagnes alors que 80 % des médecins habitent les villes.

## Coopération ■ Gates encourage les BRICS à passer du statut d'aidés à celui d'aidants

Autrefois dépendants de l'aide internationale, le Brésil, l'Inde, la Chine ou encore la Russie renversent la tendance. Depuis quelques années, ils connaissent des croissances fulgurantes et passent **de pays "aidés" à pays "aidants"**. Entre 2009 et 2010, l'aide humanitaire brésilienne serait ainsi passée de 800 000 à 36 millions de dollars (essentiellement destinée au séisme en Haïti) selon une récente étude de l'IRIN! Et le total de l'aide au développement brésilienne se monterait à 4 milliards de dollars en 2010 (l'équivalent de la Suède ou du Canada), triplant depuis 2008.

Les lignes bougent et les pays occidentaux doivent désormais compter, et s'allier, avec ces donateurs émergents. Pour Bill Gates, qui présentait un rapport sur le développement lors du G20, leur **expérience** les rend extrêmement efficaces : connaissance de la pauvreté, maîtrise des rouages de l'aide internationale... Ils sont également plus à même d'intervenir sur les crises dans leurs régions.

Déterminée à encourager leur présence sur la scène de l'aide internationale, la fondation Gates a ainsi annoncé deux accords en amont du G20. Le premier, passé avec le ministère chinois de la Science et de la Technologie s'engage sur **300 millions de dollars**, à investir dans l'innovation agricole et la santé. Pour chaque dollar de la Fondation, le gouvernement s'engage à en donner deux afin de soutenir la R & D sur des produits et technologies chinois. La Chine travaille notamment au développement de variétés plus solides de riz pour permettre à des pays comme le Nigeria de devenir auto-suffisants.

Peu après, une autre alliance était passée avec l'agence brésilienne de développement. Destiné à **améliorer la productivité agricole** des petits producteurs subsahariens ou d'Asie du sud-est, le partenariat devrait amener les organisations à travailler sur les semences ou la gestion des sols et de l'eau. La Fondation s'est également accordée avec le ministère de la Santé brésilien pour promouvoir l'accès global à la vaccination et l'innovation chez les chercheurs locaux.

## Public ■ Couverture santé contre bénévolat ?

Le département de Santé de l'Utah envisage d'imposer des heures de bénévolat aux personnes en difficulté bénéficiant de son programme de couverture Medicaid. Pour le moment à l'état de simple réflexion, cette expérimentation est destinée à ce que ces personnes **"donnent quelque chose en retour"**, selon le républicain Ronda Menlove, à l'origine de l'idée. Les personnes âgées, handicapées et les enfants seraient exclus du programme, qui devrait concerner une centaine de personnes dans un premier temps. Ce concept intervient en **temps de crise**, alors que l'accès à la santé devient plus problématique. Mais de nombreuses questions restent encore sans réponses : quelles organisations bénéficieront des heures de bénévolat ? Combien d'heures devront être effectuées ? Qu'arrivera-t-il aux personnes refusant de participer ?...

## Développement ■ Stanford reçoit un don historique pour innover contre la pauvreté

L'université de Stanford a reçu le don public le plus important de ses 120 ans d'existence. Bob King, investisseur de la Silicon Valley, et son épouse, ont décidé de donner **150 millions de dollars** à l'institution, où il a étudié. Souhaitant lutter contre la pauvreté, et après avoir envisagé de lancer sa propre ONG, le couple a finalement choisi la recherche : la somme donnée à Stanford servira à créer l'*Institute for Innovation in Developing Economies*. Il aura pour but de trouver des idées innovantes pour lutter contre la pauvreté dans les pays en développement et de soutenir le développement de multiples projets, de petite échelle, **imaginés par des étudiants** en droit, commerce, médecine, ingénierie... sur la question de la pauvreté.

**Crowdsourcing** ■ L'ONUSIDA lance une plateforme collaborative destinée aux jeunes pour lutter contre le sida. Pendant deux mois, les internautes de 15 à 29 ans pourront soumettre sur CrowdOutAIDS des **propositions pour vaincre la maladie**. Ensemble, ils débattront et décideront de la prochaine stratégie de l'organisation onusienne, à grand renfort de réseaux sociaux pour promouvoir l'opération. Une façon d'impliquer davantage les jeunes et de les inciter à l'action.

**R & D** ■ Une équipe de chercheurs indiens développe actuellement un **"nez électronique"** capable de détecter la tuberculose (et d'autres maladies pulmonaires dans un second temps). À la manière d'un alcootest, il se base sur le souffle des utilisateurs. Selon l'équipe, ce nez pourrait sauver 400 000 personnes dans les pays en développement, d'autant que son coût devrait rester modeste, entre 15 et 20 euros. Les premiers essais cliniques pourraient débuter en 2013.

**7%**

C'est la baisse des sommes investies par les Américains et les Européens pour **lutter contre le sida**

entre 2009 et 2010, selon deux récentes études. Celle des Funders concerned about AIDS montre que les dons américains sont passés de 492 millions de dollars en 2009 à 459 millions en 2010. La fondation Gates a notamment réduit ses dons, qui représentaient pas moins de **47 % de l'aide américaine à cette cause**. En Europe, les sommes sont passées de 163 millions de dollars à 153 millions sur la même période selon l'European Funders Group.

**Développement** ■ Peepoople est un concept simple qui répond de manière originale et efficace au manque dramatique de sanitaires dans certaines régions du monde. Il s'agit d'un petit sac biodégradable et peu coûteux, dans lequel on peut faire ses besoins. Le sac contient de l'urée, un composant qui permet de **transformer les excréments en fertilisants** en quatre semaines. Un réseau de femmes micro-entrepreneurs les commercialise déjà dans le bidonville kenyan de Kibera.

## Économie de l'impact ■

“C'est un privilège de participer à construire cet espace qui innove, plutôt qu'exécuter des modèles qui ne fonctionnent plus”



Passé chez McKinsey et à la direction des recherches de la Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social, créateur du premier cours sur l'entrepreneuriat social et des premiers services philanthropiques de banque privée en Europe, **Maximilian Martin** est le “père” du terme, si ce n'est du concept, d'“économie de l'impact”. Retour sur l'émergence de cette économie de la grande convergence et sur sa dernière recherche en date – avant un livre en 2012 : “Le vrai potentiel des stratégies de financement hybrides des entrepreneurs sociaux”.

### Comment êtes-vous arrivé dans ce champ de l'impact ?

C'est un mélange de chance et de hasard. J'ai étudié l'économie et l'anthropologie. Au sortir de mon doctorat, je suis arrivé à une conclusion : pas question de travailler pour une organisation comme le FMI ! Ce sont des **systèmes experts** très particuliers, adaptés à certaines problématiques mais pas forcément aux **défis mondiaux actuels**. Parce que je n'avais pas forcément de meilleure vision des structures d'où pouvaient venir les solutions, et parce que j'avais travaillé avec eux pendant que j'étais à Harvard, j'ai rejoint McKinsey. Un jour, des amis à la Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social m'ont demandé de l'aide pour **évaluer des dossiers** de potentiels *Fellows*. J'ai trouvé que cette logique d'entrepreneuriat social – une approche business avec un aspect développement – était vraiment intéressante. De fil en aiguille, la Fondation m'a proposé de venir à temps plein, comme directeur des recherches.

### Nouvellement converti, vous avez ensuite décidé de prêcher la bonne parole...

Le meilleur moyen de faire le tour d'un sujet – important pour un directeur des recherches – c'est de l'enseigner. J'ai donc créé le **premier cours** sur l'entrepreneuriat social en Europe, à l'Université de Genève. Parallèlement, j'ai visité beaucoup de projets en Afrique. De cette plongée sur le terrain, j'ai moi-même tiré des enseignements. D'abord, qu'il y a de l'espoir : partout, dans des contextes impossibles, des gens trouvent des **solutions incroyables**. Ensuite, que – malheureusement – ceux qui reçoivent la reconnaissance et les financements, ne sont pas toujours ceux qui sont les **plus probants** sur le terrain. Enfin, que mettre en relation les acteurs du terrain avec d'autres acteurs influents pour leur permettre de démultiplier leur action est une bonne idée. Je suis resté un an et demi chez Schwab, avant que la casquette McKinsey ne ressurgisse, avec les grandes questions : comment agir à **plus large échelle** ? Comment rendre le marché plus efficient ? Comment faire se rencontrer les bons interlocuteurs ?

### Des questions qui vous ont mené du non-profit au profit et au secteur bancaire.

Ce changement d'échelle se joue sur la mise en relation, qui coûte très cher sur un marché tacite, sans infrastructures. La banque privée, qui se fonde sur les réseaux et un large panel de conseillers, me semblait à même de porter de nouveaux mécanismes, capables **d'intensifier ces**

**relations**. J'ai monté un business plan autour de cette proposition différente – la notion d'impact social – et j'ai vu plusieurs banques. J'ai fini par convaincre UBS, dont les très bons résultats lui permettaient alors de **sortir un peu du cadre**. Pendant cinq ans, j'ai développé ces services philanthropiques en Europe, en Asie ou aux USA.

### En quoi ces services servaient-ils l'idée de changement d'échelle ?

Dans un secteur non structuré, les gens qui ont envie de se lancer dans l'univers de l'impact, restent **cantonnés à leurs réseaux**. Il s'agissait donc d'élargir ces réseaux dans un contexte de qualité et culturellement adapté. Le but était aussi d'avoir une vraie valeur ajoutée sur le choix des projets, qui tienne compte des **aspirations personnelles** des philanthropes mais aussi des possibilités d'impact réel. Il y avait enfin

“ Comment agir à plus large échelle ? Comment rendre le marché plus efficient ? Comment faire se rencontrer les bons interlocuteurs ? ”

un aspect **plus financier**. C'est une chose de proposer d'investir de manière “traditionnelle” avec le “bien” comme retour. Mais le vrai potentiel d'une banque est d'aller au bout de la logique en proposant de **nouveaux produits** d'investissement, dans la logique “*impact investing*”. C'est à ce stade que la crise est venue, et la banque s'est recentrée sur son **cœur de métier**. Nous n'avons pas lancé ces produits. Je suis loyal, mais je crois aussi que si l'on n'obtient pas de résultats dans un contexte donné, il faut en changer.

### Quel était le nouveau contexte dans lequel vous vouliez vous inscrire ?

Au départ, je me suis joint à un groupe avec lequel nous voulions créer le premier **multi-family office** européen spécialisé sur l'*impact investing*. L'objectif était d'investir une part des fonds en mode “*impact investing*” et que le reste soit géré au moins en mode *investissement socialement responsable (ISR)*. Cela n'a pas fonctionné. Parce que nous étions peut-être trop en avance pour le marché. Aussi parce que nos visions n'étaient pas **exactement alignées**. Mais quand on sort d'une position très confortable, où on a déjà eu un succès, et qu'on se lance dans une nouvelle aventure, il faut vraiment **croire à 100 %** à ce qu'on fait. →

➔ **Suite du Dossier**  
Économie de l'impact

### **Vous avez engendré le terme "économie de l'impact", qui commence à être adopté partout.**

Nous vivons un moment historique, le début du tournant vers un **capitalisme plus durable...** Les autres grandes utopies ne fonctionnent pas. Le capitalisme, c'est un peu comme la démocratie. C'est un peu comme disait Winston Churchill : "le pire des régimes, à l'exception de tous les autres...". Le "vieux" capitalisme ne fonctionne plus non plus. Face aux énormes **défis mondiaux**, un secteur "durable" a commencé à se structurer, à se professionnaliser. Les grandes entreprises essaient de trouver des situations gagnant-gagnant avec leurs parties prenantes... Mais, la sémantique restait **limitante**. On parle de *venture philanthropy*, de *social business*, d'*impact investing*... Ces termes reflètent des entités, des groupes, qui gèrent des processus nouveaux. Mais au final, ils sont des éléments d'un paysage différent, en construction. Comment décrire cette **méga-tendance**? Le fil conducteur, le **dénominateur commun**, c'est l'impact. Tous travaillent à créer une économie de l'impact. C'est le terme qui manquait.

### **D'où le nom de votre structure de conseil: Impact Economy, créée en avril. Quel est son modèle?**

Le premier aspect est de comprendre cet espace en évolution et de faire des **recherches**. Nous diffusons en ce moment un papier sur le financement hybride des entrepreneurs sociaux. Nous voudrions publier deux à trois études de ce type par an. L'économie de l'impact se construit dans une logique de **co-création**. Notre but est de créer une plateforme, de mettre des idées sur le réseau pour créer le dialogue. Le deuxième axe est de travailler avec des entreprises pour les aider à prendre le tournant de la durabilité. **La RSE "classique" est loin d'être optimale**. Il faut aider les entreprises qui sont prêtes à repenser leurs chaînes de valeurs. Le troisième aspect – plus "historique" pour moi – est d'accompagner des investisseurs dans l'identification de projets capables d'offrir un retour sociétal et financier. En fait, l'objectif est de travailler avec des gens **sincères, sérieux et disruptifs**, en début de courbe d'innovation. Peu importe si ce sont des bailleurs de fonds, des individus, des fondations, des entreprises... Nous voulons aussi être **multipolaires**, parce que le monde l'est, et ouvrir des bureaux ailleurs. Je viens d'inaugurer celui de Buenos Aires pour l'Amérique latine. Un autre est en projet en Asie.

### **Pourquoi cette étude sur les financements hybrides?**

Il y a une vraie inflation des chiffres autour de *l'impact investing*: 500 milliards de dollars selon le Monitor Institute, 1 000 milliards selon JP Morgan... Face à cette **vision très macroéconomique**, les entrepreneurs sociaux et les investisseurs sont un peu perdus. Ils ne voient pas vraiment ce que cela signifie pour eux. L'idée de notre étude était de trouver une poignée d'entrepreneurs sociaux reconnus comme tels, dans cette logique de **changement d'échelle**, qui bouleversent les schémas établis et de voir quels sont leurs modèles et options de financement entre dons, dettes, participations... Au final, une classification émerge, ce qui permet de rendre les choses plus concrètes. Certains

entrepreneurs sociaux, même à une certaine échelle, auront toujours besoin de **subventions, de dons**. Ils créent beaucoup de bien social mais ne peuvent pas vraiment le monétiser. Ou pas dans des délais acceptables pour un investisseur. D'autres ont une activité génératrice de revenus, une possibilité de monétiser leurs impacts positifs. L'étude se penche sur ce continuum – à une extrémité le **public good social entrepreneur**, de l'autre le **private good social entrepreneur** – au travers de quatre cas exemplaires. C'est utile aux investisseurs – pour ancrer leurs attentes dans la réalité – et aux entrepreneurs, pour savoir vers quel modèle de financement se tourner.

### **L'impact investing: classe d'actifs ou mode d'investissement?**

Même si des rapports comme celui de JP Morgan le cataloguent ainsi, je n'y ai jamais vu une classe d'actifs. Dans une économie de l'impact, ce n'est pas raisonnable de se dire que **seuls 3 % des avoirs** seront investis avec une visée "impact". C'est un style d'investissement, qu'il faut déployer, qui doit devenir la norme. En attendant, évidemment, cela arrange les banques d'y voir une classe d'actifs: cela ne remet pas en question les autres classes d'actifs. Cela permet aussi de créer une certaine visibilité, de mettre en

“ Le fil conducteur, le dénominateur commun: c'est l'impact. Tous travaillent à créer une économie de l'impact. ”

avant une **taille critique** de marché, de faire émerger les savoir-faire... mais il ne faut pas s'arrêter là. Tout est une question d'horizon temporel. À court terme, il faut créer des produits et les "marketer". À long terme, il faut se projeter comme un acteur de ce nouveau paysage, dans un ensemble d'éléments interconnectés.

### **D'où viendra le changement d'échelle du capitalisme durable?**

Trois facteurs concomitants jouent. D'abord, le **pouvoir du consommateur**. Il est beaucoup question de BoP, la base de la pyramide, mais on parle moins du ToP, son sommet, et des LOHAS (*Lifestyle of Health and Sustainability*): 50 millions de personnes en Europe et autant aux USA qui privilégient systématiquement les produits et services durables, sont disposés à payer plus et sont très critiques. De plus en plus d'entreprises se concentrent sur ces marchés. Certes, comme dans l'entrepreneuriat social, il n'y a aujourd'hui qu'une poignée de cas probants, mais tout le monde regarde ce qu'ils font et **adapte peu à peu ses pratiques**. Le second facteur, ce sont les crises. L'être humain est prédisposé à préférer l'état actuel des choses. Sans ces crises, sans la **discontinuité** qu'elles créent, ils n'ont pas d'incitation au changement. Enfin, les ressources vont être de plus en plus disputées et les mécanismes de marché faisant monter les prix, l'idée d'une utilisation **plus efficace et plus durable** de ces ressources va s'imposer. Tout cela poussera à renverser la vapeur. ➔

**Suite du Dossier**  
Économie de l'impact

### En quoi la philanthropie accompagne-t-elle le mouvement ?

Du côté des donateurs, il me semble que ce message commence à passer: il est important de ne pas financer que des projets mais **aussi des structures**, de leur permettre – avec des dons non affectés – d'être un peu plus entrepreneurs, de financer leur **capacité à s'autofinancer**. La philanthropie pure est très forte pour créer du vrai capital-risque. Le don n'attend pas de retour financier et se base sur la confiance: *"je ne comprends pas totalement ce que tu veux faire, cela me semble risqué, mais ça a l'air important... fais-le et dis-moi dans un an ce que ça a donné"*. Cette **prise de risque**

“ Les dysfonctionnements politiques ne sont pas une excuse pour ne rien faire. ”

est le plus souvent inenvisageable dans une logique de marché. Pour amorcer la pompe, les dons restent indispensables.

### Quelles autres tendances émergent sur le secteur de l'impact ?

Le mouvement de transfert de talents depuis le secteur financier classique s'accroît. La crise et la quête de sens, poussent plus de professionnels vers l'impact, ce qui peut créer une énorme **amélioration de l'ingénierie financière** dans le secteur. Cela pourra répondre à la demande des investisseurs qui ne croient plus au *modus operandi* classique mais ne trouvent pas vraiment d'alternative, en faisant émerger des produits qui ont des critères clairs financiers (liquidité, risque...) et un impact réel, mesurable. Il sera intéressant de voir ce qui va se passer, au niveau des véhicules d'investissement, qui pourront, à plus grande échelle, capter et réallouer du capital à des projets ayant des impacts sociaux ou environnementaux directs. Il y a aussi l'émergence de structures hybrides, entre profit et non-profit. Il est nécessaire de créer des **véhicules légaux** qui reconnaissent le changement structurel du secteur social. Changer la loi, c'est une victoire en soi.

### Que pensez-vous du "paiement au résultat" qui se développe dans les subventions publiques ?

Les pays de l'OCDE rencontrent désormais un vrai défi pour se financer et doivent se restructurer. Un travail qui prendrait 20 ans... qu'ils n'ont pas forcément. Il faut accélérer la cadence. Alors pourquoi pas trouver du **capital-risque philanthropique** pour expérimenter de nouvelles solutions et, si cela marche, pourquoi ne pas récompenser le coût du capital ? C'est l'idée des *social impact bonds*. Au-delà de la théorie, la pratique requiert un certain nombre de conditions. Il faut pouvoir être certain que le gouvernement **ne changera pas de direction** en cours de route, ce qui n'est pas possible partout. Il doit y avoir une vraie **économie pour le contribuable**, ce qui n'est, à nouveau, pas toujours le cas. Il faut enfin pouvoir quantifier les impacts et établir une **chaîne de causalité claire** entre le projet et les résultats. Cela marche sur le taux de récidive d'anciens détenus, au Royaume-Uni, sur une prison pilote, avec un véritable

groupe de contrôle. Mais combien d'années pour avoir des résultats ? Et combien de temps encore pour changer **la logique complète** des financements publics ?

### Faut-il alors des gouvernements plus moteurs, une gouvernance mondiale plus directive ?

Pas forcément. Même si au niveau intergouvernemental, ou des États, cela ne fonctionne pas toujours, **d'autres échelons** sont possibles. Nous travaillons avec la Californie et l'initiative R20 – Regions of Climate Action – lancée par le Gouverneur Schwarzenegger sur le changement climatique. L'idée est de montrer que les **politiques publiques régionales** peuvent être moteur du changement. Elles peuvent par exemple aider à déployer des technologies éco-efficientes au travers de mécanismes de **garantie de marché**. Ce serait formidable d'avoir une gouvernance intergouvernementale plus intégrée, plus responsable... Mais les dysfonctionnements politiques ne sont pas une **excuse** pour ne rien faire. Au-delà des gouvernements, beaucoup de choses sont possibles. Pour la première fois dans son histoire, l'humanité est consciente – comme une communauté globale – des défis à relever. Jamais les individus n'ont eu autant de **pouvoir entre leurs mains** pour changer les choses. C'est l'idée articulée d'Ashoka: *"tout le monde peut être acteur de changement"*. Le vrai moteur de ce changement, c'est la logique d'entrepreneuriat social, que ça s'appelle comme ça ou pas: des gens préoccupés par la planète et les hommes, dans une logique entrepreneuriale. Ces gens seront bientôt partout, dans la politique, les affaires, la finance, les ONG...

### Vous semblez très optimiste, vous ne doutez jamais ?

Il y a aujourd'hui une vraie **masse critique** de personnes qui s'impliquent avec toute leur passion, tout leur talent, dans ce secteur. Cela ne changera pas, bien au contraire. Cela ne veut pas dire que tout est facile. Bien sûr qu'il est plus compliqué de gérer une *triple bottom line*, trois lignes de résultats, plutôt qu'une. La bonne nouvelle, c'est que bientôt **tout le monde aura trois lignes** à gérer, que le terrain de jeu va s'agrandir. Bien sûr qu'il ne faut pas être naïf et croire que notre génération est "meilleure" que les précédentes. Mais

“ Il faut accepter d'être honnête et transparent, travailler à se corriger... ”

elle est plus apte que jamais à **écrire ensemble** les règles du jeu qui mèneront à une planète plus durable. Bien sûr qu'il y a beaucoup de travail sur la gouvernance, les outils... Est-ce que nous aurons toujours raison ? Pas du tout. Nous allons même nous planter souvent. C'est pour cela qu'il faut accepter d'être **honnête et transparent**, travailler à se corriger avec l'ensemble des acteurs en présence. Mais c'est un privilège de participer à la construction de cette économie de l'impact. D'être dans cet espace qui **contribue à innover** plutôt qu'exécuter des modèles qui ne fonctionnent plus. Il ne s'agit pas d'innover pour innover, mais d'assurer notre avenir. C'est le défi de notre génération.

## Venture Philanthropy ■ Le marché européen passe le cap symbolique du milliard d'euros

Le milliard... naissance d'une industrie ? Lors de son séminaire annuel, l'European Venture Philanthropy Association (EVPA) a dévoilé sa première étude sectorielle, portrait originel d'un secteur en croissance. La *venture philanthropy* (VP) ou "**capital-risque philanthropique**" – branche de l'*impact investing* plus soucieuse de ses retours sociaux et environnementaux sur investissement que de sa rentabilité financière – représenterait ainsi **1,04 milliard d'euros d'investissements** en Europe. De fait, la moitié des investisseurs observés ne se concentrent **que sur le retour sociétal** contre 38 % sur un retour sociétal supérieur au retour financier, 10 % sur des retours équivalents et seuls 2 % jugent ainsi le retour financier plus important. Dans 68 % des cas, quand un retour financier est réalisé, il est **réinvesti**.

Composée de petites organisations (la moitié représente **moins de 10 millions** d'euros d'investissement, moyenne à 82 millions), la VP bénéficie principalement à des structures jeunes (moins de 5 ans) et en croissance. Bien que très diversifiée en termes de thématiques, elle s'intéresse surtout à des acteurs **de la santé et de l'éducation** (la moitié des investissements à eux deux) afin de venir en aide aux **populations fragiles** (jeunesse 18 %, exclus 14 %, handicapés 11 %, immigrés 10 %...) ou de protéger l'environnement (9 %).

Au-delà des investissements, la VP apporte une variété de **soutiens non financiers** : conseil stratégique quasi systématique, coaching (80 %), réseaux (70 %), aide à la collecte de fonds (66 %) ou à la gouvernance (60 %). Pour les structures soutenues, ces services seraient le plus souvent **plus importants** (60 %) ou aussi importants (27 %) **que l'argent** en lui-même. Émergent ainsi de vrais partenariats (meetings mensuels et participation au conseil d'administration dans près de 50 % des cas), inscrits dans la durée (souvent 4 ans ou plus).

## Microfinance ■ Entre prudence et évaluation, en route vers l'ère de la certification ?

"Après une période de croissance et de concurrence sans précédent, des niveaux inquiétants de surendettement sont apparus, suivis par des risques accrus sur le crédit et la réputation". Alors que la microfinance tenait sa grand-messe mondiale à Valladolid en Espagne, la phrase, tirée du rapport annuel (2012) *State of the Microcredit Summit Campaign*, résume bien l'état d'esprit actuel : **place à la prudence**. Le microcrédit n'est ni sans risque, ni la solution miracle contre la pauvreté. D'ailleurs, si 137 des **205 millions de clients recensés** selon le rapport (15 millions de plus en un an) font partie des plus pauvres, il est **impossible de savoir combien sont sortis de la pauvreté**. Principale raison : les méthodes fiables d'évaluation d'impact sont complexes, coûteuses et loin d'être généralisées.

Évaluer la performance sociale des IMF et développer la certification, c'est justement l'objectif de la Smart Campaign, qui a parallèlement publié son premier bilan annuel. Signée par 700 institutions de microfinance (IMF), la campagne se focalise sur **la protection du client**, traduite en 7 principes, dont la transparence sur les taux et la lutte contre le surendettement. Son bilan s'est appuyé sur 479 évaluations d'IMF faites par des tiers (agences de notation spécialisées, fonds d'investissement). Au final, **88 % des IMF** étudiées ont une note "au-dessus de la moyenne". Encourageant, mais le périmètre ne représente "que" 40 millions de clients. Prochaine étape : une **certification ad hoc en 2012**, avant peut-être une certification élargie comme le "sceau d'excellence", défendu par les organisateurs du sommet.

### AIDE AU DÉVELOPPEMENT : QUELLE TRANSPARENCE ?

L'aide au développement est souvent accusée de favoriser les intérêts des entreprises privées du pays donateur. Pour y voir clair, l'organisation anglaise Publish what you fund a **noté 58 agences publiques** suivant une batterie de **37 critères de transparence**. Au sommet du classement figurent une agence de la Banque Mondiale et le Global Fund. Après ce "top" multilatéral, se trouvent trois agences nationales (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Suède). Quant à l'AFD, **l'Agence Française de Développement**, elle obtient un score en dessous de la moyenne (31) qualifié de "faible" par l'ONG. Parmi les critères retenus figurent en premier lieu ceux de l'IATI, "International Aid Transparency Initiative" créés en 2008. L'évaluation s'appuie sur des ONG locales : en France, le collectif **Coordination Sud**.

**Traders ■ 75 % des financiers de la City** de Londres pensent que **l'écart de richesses** entre les classes est trop élevé, selon un sondage réalisé par l'institut Saint Paul, qui dépend de l'église anglicane, auprès de 515 pros de la City. Plus de 65 % pensent que les professeurs ne sont pas assez payés et que les traders le sont trop. La majorité des financiers serait d'accord pour que les bonus reflètent la **performance à long terme** et non à court terme... tout en pensant que leur employeur maintient un niveau d'éthique élevé.

**Impact RSE ■** Inclure la RSE au cœur de sa stratégie d'entreprise apporte une meilleure **performance en bourse** et plus de **rentabilité**... à long terme. C'est la conclusion d'une étude approfondie menée par trois professeurs d'Harvard. Les chercheurs ont comparé un groupe de **90 entreprises** ayant inclus la durabilité dans leur stratégie dès les années 90 avec un groupe équivalent d'entreprises "classiques". Les résultats, publiés dans un working paper le 4 novembre, montrent que sur 18 ans, la performance boursière des premières est supérieure de **18 % à 31 %**.

## Agenda

En partenariat avec



VU SUR YOUPHIL.COM

### 28 novembre Stratégie ESG pour investisseurs responsables.

Le colloque Novethic consacre sa quatrième édition aux risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Comment les identifier, les évaluer et les intégrer à la gestion financière ? Ces questions seront au cœur de cette journée de débats et de rencontres. **Lieu** Eurosites George V, Paris.

### Du 28 novembre au 9 décembre Conférence des Nations Unies sur le Changement Climatique. **Lieu** Durban (Afrique du Sud).

### Du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 4<sup>e</sup> Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide.

2000 délégués examineront les progrès accomplis dans le monde sur l'impact et le rapport coût-performance de l'aide au développement. Ils prendront des engagements pour garantir que l'aide contribue à réduire la pauvreté et favorise la réalisation des OMD.

**Lieu** Busan (Corée).

### 30 novembre au 2 décembre Atelier des Fondations 2011. **Thème** "Patrimoine y es-tu ?"

L'édition 2011 de l'Atelier sera consacrée aux problématiques de gestion patrimoniale des fondations et fonds de dotation. **Lieu** Centre des Pensières de la Fondation Mérieux près d'Annecy.

### 8 décembre 6<sup>e</sup> Journée nationale d'Information sur les générosités.

**Thème** Mécénat financier : Mirage ou réalité ? De nouvelles clés pour mieux l'appréhender. Sous le haut patronage de Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative. **Lieu** MACIF, 17-21 Place Étienne Pernet, Paris 15<sup>e</sup>.

## Nominations

■ **Philippe Bas** a été nommé président de l'Observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle, en charge d'identifier et de signaler les obstacles à la mise en œuvre des dispositions de la loi du 11 février 2005 en matière d'accessibilité et les difficultés rencontrées par les personnes handicapées ou à mobilité réduite dans leur cadre de vie.

■ **Louis-François Duret** est promu directeur du business group énergies renouvelables d'Areva.

■ **Thierry Mueth** est élu à la présidence d'Enerplan. Cette association professionnelle de l'énergie solaire agit pour la promotion et le développement de l'énergie solaire et la représentation d'un secteur en plein développement.

■ **Michel Slama**, directeur des relations culturelles de France Télévisions depuis juillet 2010, est nommé directeur des partenariats du groupe. Il succède à Sandrine Soloveicik, nommée déléguée générale de la fondation d'entreprise France Télévisions. Celle-ci reprend les fonctions de Marie-Anne Bernard, nommée directrice de la responsabilité sociétale et environnementale (RSE) de France Télévisions.

■ **Eric Aubry**, conseiller d'État, devient président du conseil d'administration de l'Institut de veille sanitaire (InVS).

■ **Damien Mathon** est nommé délégué général du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

### Pour vous abonner à cette veille

Merci d'envoyer un mail à abonnements@yophil.com et vous recevrez cette lettre tous les 15 jours dans votre boîte mail. Cette offre inclut également des alertes mail en cas d'actualité importante et la participation à deux événements professionnels dans la période.

Abonnement (12 mois)

Entreprises/Collectivités 1 250 €HT

Associations/Enseignement 640 €HT

**Pour tout abonnement AVANT LE 31 DÉCEMBRE 2011, le tarif Entreprises/Collectivités sera de 975 €HT et le tarif Associations/Enseignement de 500 €HT.**

**BÉNÉFICIEZ DE + DE 25 % DE RÉDUCTION !**

### D'autres regards sur la crise

Youphil.com a donné la parole à des acteurs économiques porteurs d'un regard différent et engagé sur la crise. Entretiens avec Joseph Stiglitz, Pamela Hartigan, Arielle de Rothschild, Jean-Marc Borello, le Dr Ali ou encore Hugues Sibille.

### La défiscalisation des dons, mode d'emploi

Cette source de revenus est essentielle pour les associations. Décryptage.

### ATD Quart Monde mise sur la pub

Typhaine Cornacchiari, responsable de la communication, détaille les comptes de l'association et les objectifs de cette campagne.

### Les ONG, nouveaux prestataires du secteur privé

Les accords entre ONG et entreprises se multiplient. Le point de vue de l'agence Be-Linked.

### "Osons la richesse!"

Le président du World Forum de Lille, l'ancien ministre Philippe Vasseur, revient sur les enjeux de la crise et sur ce qu'elle doit changer à la prise de décision économique.

### RSE: huit pratiques américaines innovantes

Youphil.com a passé en revue les nouvelles initiatives sociales des entreprises de l'autre côté de l'Atlantique.

### Philippe Douste-Blazy: "On ne peut pas ignorer 1,5 milliard de pauvres"

La taxe sur les transactions financières expliquée par Philippe Douste-Blazy, en charge des financements innovants auprès des Nations Unies.

### Salut à toi jeune précaire

Dans son rapport annuel, le Secours Catholique se penche sur la précarité des 18-25 ans. Rencontre avec l'un d'eux.

### Au Guatemala, une ancienne guérillera combat les féminicides

Chaque jour, au moins deux femmes meurent dans ce petit pays d'Amérique centrale. À la tête d'une fondation, Norma Cruz rend justice aux victimes.

Pour contacter la rédaction : [nwiroth@gmail.com](mailto:nwiroth@gmail.com)

Publication de YOUPHIL SAS, société au capital social de 163 200 €, RCS : 504 747 668 (Paris) – siège social et abonnements 5 rue Nicolas Chuquet, 75017 Paris. Téléphone + 33 (0)9 79 50 03 03 - [www.yophil.com](http://www.yophil.com) // Directeur de la publication : Angela de Santiago : [adesantiago@yophil.com](mailto:adesantiago@yophil.com) // Journalistes : Noémie Wiroth - [nwiroth@gmail.com](mailto:nwiroth@gmail.com), Morgane Tual - [mtual@yophil.com](mailto:mtual@yophil.com), Thibault Lescuyer - [thibault.lescuyer@gmail.com](mailto:thibault.lescuyer@gmail.com), Anita Kirpalani - [akirpalani@yophil.com](mailto:akirpalani@yophil.com) // Marketing et publicité : Sylvie Fernandes, [sfernandes@yophil.com](mailto:sfernandes@yophil.com) Pour tout renseignement et s'abonner : [abonnements@yophil.com](mailto:abonnements@yophil.com), Catherine Bidet - [cbidet@yophil.com](mailto:cbidet@yophil.com)